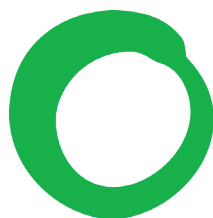


CHARBON, LA RENTRÉE MANQUE DE CLASSE

DOSSIER D'ANALYSE - 1ER SEPTEMBRE 2015

Je ne détruirai pas le climat
Je ne polluerai pas la planète
Je ne nuirai pas à mes camarades



**Les Amis
de la Terre
France**

A 89 jours de la Conférence climat de l'ONU qui se déroulera au Bourget, en région parisienne, sous la présidence du gouvernement de François Hollande, le bilan environnemental et climatique de ce dernier est fortement préoccupant.

Lenteurs et recul concernant l'engagement présidentiel de décembre 2014 de mettre fin aux garanties à l'export pour le secteur charbon via la Coface¹, tentative de faire entériner le centre d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure dans la loi Macron, expulsion de la ferme des Bouillons et de son projet d'agriculture paysanne coopérative, poursuite de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : **autant de signaux envoyés durant l'été qui démontrent l'absence totale de volontarisme du gouvernement français en matière environnementale et climatique.**

En parallèle, François Hollande continue d'affirmer sa volonté de lutter contre le changement climatique et de limiter l'augmentation de la température du globe en-dessous de 2°C. Reprenant pour lui les conclusions des scientifiques, il reconnaît même la

nécessité de laisser 80 % des énergies fossiles dans le sol².

Devant un tel écart entre les discours et les actes du Président de la République, on ne peut que douter de sa sincérité à engager la France, ses entreprises et acteurs privés vers la décarbonation de la société.

Malgré les demandes réitérées de la société civile des pays concernés par leurs activités, les entreprises françaises EDF et Engie (ex-GDF) dont l'État est actionnaire, n'ont toujours pas annoncé l'abandon de leurs investissements charbon dans le monde.

D'autres acteurs privés, comme les banques, ne sont pas à la traîne pour se disputer le rang du plus mauvais élève.

Il reste peu de temps pour enrayer la crise climatique, et pour réussir à temps une transition juste basée sur la réduction de la consommation et les énergies renouvelables aux mains des citoyens, alors il faut agir dès maintenant.

Les Amis de la Terre détaillent ici les efforts réalistes et nécessaires que doivent mener les entreprises d'État et les banques françaises dans le secteur du charbon avant la COP21.



**3 MOIS
POUR AGIR !**

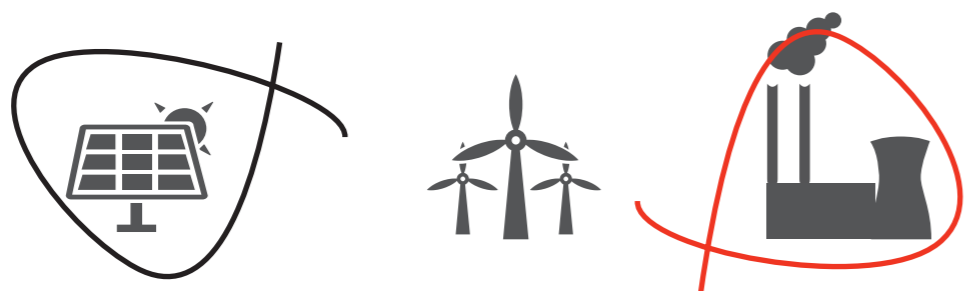
¹ La Coface est l'agence de crédit à l'exportation française. Selon les calculs de l'AEF, entre 2001 et 2014, la Coface aurait garanti des projets charbon à hauteur de 1,313 milliard d'euros.

² Discours du 21 juillet 2015 lors du Sommet des Consciences qui a réuni plus d'une 40^{ème} de personnalités morales et religieuses du monde.

Cahier de vacances



Une fausse solution s'est glissée parmi les propositions, **entoure l'intrus !**



FALIX

*Comme le charbon,
le nucléaire n'est pas une solution !*

EDF

ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Contrairement à ce que laisse entendre sa communication concernant sa production d'énergie « 100 % renouvelable », EDF, bien connu pour ses activités dans le nucléaire, investit également dans le charbon.

À l'étranger, ses centrales émettent plus de 69 millions de tonnes de CO2 par an. Sous pression des ONG, l'énergéticien s'est retiré au printemps 2015 du projet de centrale à lignite de Kolubara B, en Serbie. Mais l'entreprise refuse de s'engager officiellement à ne plus construire de centrale à charbon...

L'État français, actionnaire à 85 % d'EDF, a une responsabilité entière dans les choix de l'entreprise : l'exemple de la décision gouvernementale du rachat d'Areva par EDF est l'illustration que l'État actionnaire peut imposer ses choix aux entreprises. Le manque de volontarisme d'EDF, c'est donc un manque de volontarisme de l'État.

CE QU'EDF DOIT FAIRE D'ICI LA COP21

S'engager officiellement à ne plus construire de nouvelle centrale utilisant du charbon.

Publier un plan de sortie du charbon d'ici à 2020, concerté avec la population et les travailleurs pour qui leur sera proposée la possibilité d'une reconversion digne.

Les solutions alternatives proposées doivent être élaborées avec les populations locales et reposer sur des économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

LES AMIS DE LA TERRE SONT PRÊTS À AGIR

Nous rendrons de plus en plus visibles l'incohérence et les mensonges d'EDF !

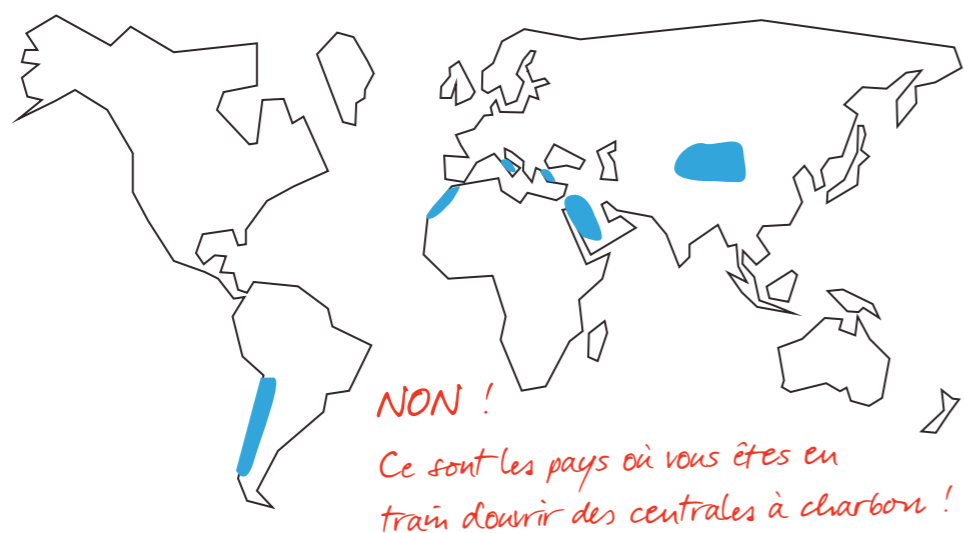
Nous serons de plus en plus nombreux pour mener une série d'actions décentralisées et populaires en France jusqu'à la COP21...

... qui pourront continuer bien au-delà si EDF continue à nuire aux conditions de vie de milliers de personnes dans le monde et contribue à mettre en péril le climat !

Cahier de vacances



Colorie en bleu les pays historiquement responsables **du changement climatique**



ENGIE

ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

GDF a eu beau changer de nom et devenir Engie, cela ne maquillera pas ses investissements massifs dans les énergies fossiles, et notamment le charbon.

L'entreprise, dont l'État est l'un des principaux actionnaires, émet 81 millions de tonnes de CO2 par an rien qu'avec ses centrales à charbon, implantées partout dans le monde. Et sa facture climatique risque de s'alourdir si elle ne s'engage pas à ne plus construire de nouvelles centrales et n'abandonne pas ses projets en Turquie, ou en Mongolie.

L'année avait bien commencé avec son retrait des centrales à charbon de Thabametsi, en Afrique du Sud, et de Leczna, en Serbie... mais la pollution causée par ses centrales en service continuent de tuer des centaines de personnes par an. Là encore, l'État doit prendre ses responsabilités, initier et accompagner la transformation complète de l'entreprise au service de la réduction de la consommation, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

CE QU'ENGIE DOIT FAIRE D'ICI LA COP21

Annoncer son retrait des projets de centrales Ada Ymurtalik en Turquie, Ulaanbaata en Mongolie et fermer Vado Ligure, en Italie, en assumant la responsabilité des décideurs.

S'engager officiellement à ne plus construire de nouvelle centrale utilisant du charbon.

Publier un plan de sortie du charbon d'ici à 2020, concerté avec la population et les travailleurs pour qui leur sera proposée la possibilité d'une reconversion digne.

Les solutions alternatives proposées doivent être élaborées avec les populations locales et reposer sur des économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

LES AMIS DE LA TERRE SONT PRÊTS À AGIR

Nous montrerons largement les activités cachées et polluantes de l'entreprise !

Nous mènerons partout en France, et dans le monde, des actions décentralisées et populaires pour dénoncer ses activités !

Nous appellerons à une action de masse, déterminée et non-violente visant Engie

Nous ne nous arrêterons pas en décembre 2015 !

Cahier de vacances



Quelle banque a le plus financé le charbon **entre 2005 et avril 2014** ?

- Bank of China
- BNP Paribas
- Goldman Sachs

FAUX

C'est vous, BNP Paribas, avec plus de 15 milliards d'euros de soutiens !

BNP

PARIBAS

BNP Paribas a beau sponsoriser la COP21, cela ne fera pas oublier ses financements massifs dans les énergies fossiles, et notamment le charbon.

Avec plus de 15 milliards d'euros de financements au charbon entre 2005 et avril 2014, la banque est responsable de plus de la moitié des soutiens du secteur bancaire français à cette énergie sur la période et se classe dans le top 10 des banques les plus climaticides au niveau international.

Elle a, à son actif, certains des projets de centrales les plus controversés au monde, comme l'énorme centrale de Tata Mundra en Inde qui viole les droits des populations locales fortement impactées par les pollutions causées en plus d'aggraver la facture climatique du pays.

À 3 mois de la COP21, il est temps que la banque s'engage publiquement à mettre un terme à ses financements au secteur du charbon.

CE QUE LA BNP DOIT FAIRE D'ICI LA COP21

S'engager publiquement avant la COP21 à mettre immédiatement un terme à tous financements de projets charbon.

Signer l'Appel de Paris et s'engager à publier dans les 6 mois après la COP21 un plan de sortie du charbon.

<http://dotheparispledge.org/>

S'engager à ne pas financer le projet de centrale à charbon de Plomin C en Croatie.

Assurer l'atténuation des impacts de la centrale à charbon de Tata Mundra en Inde, le dédommagement des populations affectées ou se désinvestir de l'entreprise Tata Power.

LES AMIS DE LA TERRE SONT PRÊTS À AGIR

Nous montrerons les activités cachées et polluantes d'un des sponsors de la COP21 !

Nous coordonnerons, partout en France et dans le monde, des actions directes et non violentes pour dénoncer ses activités jusqu'à la COP21.... et au-delà !

Nous appellerons les clients de BNP Paribas et de ses filiales à quitter la banque tant qu'elle n'aura pas signé l'Appel de Paris.

<http://dotheparispledge.org/>

Nous appellerons massivement à une action déterminée et non-violente pendant la COP21 visant BNP Paribas.

Cahier de vacances



Pour lutter contre les changement(s) climatique(s),
quelle(s) énergie(s) faut-il financer ?

- Le charbon
- Les énergies renouvelables
- Le nucléaire

FAUX

*Comme le charbon,
le nucléaire n'est pas une solution !*

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Plus discrète que ses homologues françaises BNP Paribas et Crédit Agricole sur la question de la lutte contre les changements climatiques, Société Générale revendique davantage un soutien à une finance au service du développement des Pays du Sud.

Pourtant, avec 5,4 milliards d'euros de soutiens au charbon entre 2005 et avril 2014, la banque ne doit pas oublier qu'en plus d'aggraver la crise climatique, ses soutiens au charbon nourrissent les inégalités sociales et environnementales sans pour autant répondre aux besoins énergétiques des populations les plus vulnérables. Après s'être retirée du projet de mine de charbon Alpha Coal situé dans le Bassin de Galilée en Australie et s'être engagée à ne financer aucun des 9 projets de mines du bassin ni le projet de centrale à charbon de Rampal au Bangladesh, il est temps que la Société Générale signe l'Appel de Paris !

CE QUE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DOIT FAIRE D'ICI LA COP21

S'engager publiquement avant la COP21 à mettre immédiatement un terme à tous financements de projets charbon.

Signer l'Appel de Paris et s'engager à publier dans les 6 mois après la COP21 un plan de sortie du charbon.

<http://dotheparispledge.org/>

S'engager à ne pas financer le projet de centrale de charbon de Plomin C en Croatie.

LES AMIS DE LA TERRE SONT PRÊTS À AGIR

Nous montrerons les activités cachées de la Société Générale dans les énergies fossiles.

Nous rappellerons les impacts des soutiens de la banque au charbon sur les populations des pays en développement !

Cahier de vacances



Question de bon sens,
complétez la phrase ?

Le Crédit Agricole veut lutter contre les changements climatiques

La centrale à charbon de Plomin C aggravera la crise climatique

La Crédit Agricole limiter les impacts de la centrale à charbon

NON !! Le Crédit Agricole doit se retirer du projet !

CRÉDIT AGRICOLE

En mai 2015, Crédit Agricole s'est engagé à ne plus financer de projets de mines de charbon et les entreprises principalement actives dans ce secteur afin de limiter l'utilisation des énergies fossiles et respecter l'objectif de limiter la hausse de la température du globe en dessous de 2°C.

Une première étape décisive vers la fin des financements aux énergies fossiles mais qui ne fera pas oublier ses 4,7 milliards d'euros de financements aux centrales à charbon entre 2005 et avril 2014 et le maintien de ses soutiens à certains des plus gros charbonniers, BHP Billiton, Anglo American ou encore Glencore. Pire, le Crédit Agricole est aujourd'hui la seule banque internationale impliquée dans le projet de centrale à charbon de Plomin C en Croatie. Non seulement ce projet émettrait des millions de tonnes de CO2 chaque année mais causerait 680 morts prématurées. Incohérence ou hypocrisie ? Peu importe, le Crédit Agricole doit vite corriger le tir, se retirer de Plomin C et s'engager à mettre un terme à TOUS ses financements au charbon.

CE QUE LE CRÉDIT AGRICOLE DOIT FAIRE D'ICI LA COP21

Annoncer publiquement le retrait immédiat du Crédit Agricole du projet de centrale à charbon de Plomin C en Croatie.

S'engager publiquement avant la COP21 à mettre immédiatement un terme à tous financements de projets charbon.

Signer l'Appel de Paris et s'engager à publier dans les 6 mois après la COP21 un plan de sortie total du charbon.

<http://dotheparispledge.org/>

LES AMIS DE LA TERRE SONT PRÊTS À AGIR

Nous montrerons l'incohérence du Crédit Agricole qui arrête de financer les mines de charbon mais aide la construction de nouvelles centrales de charbon.

Nous mènerons, partout en France et dans le monde, des actions décentralisées et populaires pour dénoncer les impacts des soutiens de la banque au charbon ;

Nous ne nous arrêterons pas tant que la banque ne se sera pas retirée du projet de Plomin C !

Contact

Pierre Sagot, chargé de communication
Amis de la Terre France
communication@amisdelaterre.org
06.86.41.53.43

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

Twitter : **@amisdelaterre**
Facebook : **Les Amis de la Terre France**

Les Amis de la Terre France
Mundo-M
47 avenue Pasteur 93100 Montreuil
france@amisdelaterre.org
01-48-51-32-22
www.amisdelaterre.org